

VILLE du BLANC MESNIL
(Seine Saint Denis)

ARRETE MUNICIPAL

OBJET : ARRETE PRESCRIVANT LE NUMEROTAGE DE L'OPERATION IMMOBILIERE « LA VILLA MANSART » SITUEE SUR LES PARCELLES AO0102, AO0103, AO0104, AO0105, AO0106 ET AO0064

Le Maire de la Ville du BLANC-MESNIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2213-28,

Vu le décret n° 94-1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au centre des impôts fonciers ou au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles,

Vu la demande de modification de numérotage des parcelles AO0102, AO0103, AO0104, AO0105, AO0106 et AO0064 présentée en date du 12 septembre 2022,

Considérant que le numérotage des habitations en agglomération constitue une mesure de police générale que seul le maire peut prescrire,

ARRETE

Article 1^{er} : L'opération immobilière autorisée par le permis PC09300720C0097 et s'implantant sur les parcelles cadastrées AO0102, AO0103, AO0104, AO0105, AO0106 et AO0064 se voit attribuer les numéros suivants :

- 145, avenue Paul Vaillant Couturier, pour l'accès à 44 logements
- 147, avenue Paul Vaillant Couturier, pour l'accès à un local technique
- 2, avenue Jean Bart, pour l'accès à 36 logements

Ce numérotage s'effectuera conformément au plan joint à cet arrêté.

Article 2 : Les numéros doivent toujours rester facilement accessibles à la vue. Nul ne peut à quelque titre que ce soit dégrader, recouvrir ou dissimuler tout ou partie des numéros apposés sur les bâtiments.

Article 3 : Aucun numérotage n'est admis autre que celui prévu au présent arrêté. Aucun changement ne peut être opéré que sur autorisation et sous le contrôle de l'autorité municipale.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié au demandeur et au propriétaire de la parcelle, ainsi qu'à l'ensemble des personnes publiques et privées intéressées à l'application du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le Blanc-Mesnil, le 15 septembre 2022

Jean-Philippe RANQUET,
Maire

